Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Jérôme

Code géographique : 75017

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières S4

États financiers consolidés audités S5 - S25

Renseignements consolidés non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S34

Autres renseignements non audités S35 - S57

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mme Johanne Coursol, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Jérôme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-13 Signature

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la VILLE DE SAINT-JÉRÔME et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l’auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l’auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l’auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE SAINT-JÉRÔME et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE SAINT-JÉRÔME inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables professionnels agréés

DOMINIQUE TOUPIN, CPA auditrice, CA
Saint-Jérôme

DATE 2014-05-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	93 827 670	95 940 900	97 307 982			97 307 982
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 635 864	6 945 600	6 699 396			6 699 396
Quotes-parts	3					3 435 836	
Transferts	4	7 964 756	6 784 100	7 451 138		2 501 585	9 952 723
Services rendus	5	5 047 761	5 057 300	5 357 873		2 504 672	7 862 545
Imposition de droits	6	5 467 127	4 474 100	5 113 380			5 113 380
Amendes et pénalités	7	3 584 592	3 417 200	4 013 392			4 013 392
Intérêts	8	1 262 277	820 000	1 301 521		25	1 301 546
Autres revenus	9	2 240 391	189 000	919 198		54 329	973 527
	10	126 030 438	123 628 200	128 163 880		8 496 447	133 224 491
Investissement							
Taxes	11	180 203		822 183			822 183
Quotes-parts	12					16 113	
Transferts	13	57 437	927 500	5 728 048		106 457	5 834 505
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	6 434 720		6 426 417			6 426 417
Autres	15	1 770 624		534 854		24 508	559 362
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	8 442 984	927 500	13 511 502		147 078	13 642 467
	18	134 473 422	124 555 700	141 675 382		8 643 525	146 866 958
Charges							
Administration générale	19	12 782 103	15 159 100	14 243 430	588 404		14 831 834
Sécurité publique	20	23 943 845	25 756 900	25 574 060	918 027		26 492 087
Transport	21	21 648 977	21 917 800	24 451 444	10 759 100	7 976 432	40 261 753
Hygiène du milieu	22	13 011 967	14 077 700	15 982 386	7 143 620		23 126 006
Santé et bien-être	23	304 526	228 400	409 802			409 802
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 211 552	3 952 100	3 385 259	156 098		3 541 357
Loisirs et culture	25	14 639 862	14 111 400	13 593 361	2 218 427	754 403	16 039 465
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	12 163 412	11 886 800	11 427 857		33 818	11 461 675
Amortissement des immobilisations	28	20 901 611	19 743 100	21 783 676	(21 783 676)		
	29	122 607 855	126 833 300	130 851 275		8 764 653	136 163 979
Excédent (déficit) de l'exercice	30	11 865 567	(2 277 600)	10 824 107		(121 128)	10 702 979

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 865 567	(2 277 600)	10 824 107	(121 128)	10 702 979
Moins: revenus d'investissement	2	(8 442 984)	(927 500)	(13 511 502)	(147 078)	(13 642 467)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 422 583	(3 205 100)	(2 687 395)	(268 206)	(2 939 488)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	20 901 611	19 743 100	21 783 676	225 136	22 008 812
Produit de cession	5	2 038 865		163 000		163 000
(Gain) perte sur cession	6	(1 470 564)		493 239	531	493 770
Réduction de valeur / Reclassement	7	(493 502)		(115 153)		(115 153)
	8	20 976 410	19 743 100	22 324 762	225 667	22 550 429
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	25 295		34 824		34 824
Réduction de valeur / Reclassement	10	493 502		115 153		115 153
	11	518 797		149 977		149 977
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12	82 000		84 000		84 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	82 000		84 000		84 000
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(84 874)				
Remboursement de la dette à long terme	17	(17 800 801)	(17 996 100)	(18 088 971)	(81 297)	(18 170 268)
	18	(17 885 675)	(17 996 100)	(18 088 971)	(81 297)	(18 170 268)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 486 303)	(773 500)	(1 717 195)	(3 952)	(1 737 260)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 463		25 000	340 741	365 741
Excédent de fonctionnement affecté	21	4 144 872	3 262 100	4 176 868		4 176 868
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 760 510)	(1 645 000)	(967 489)	76 697	(890 792)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(239 867)	614 500	(251 038)		(251 038)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(339 345)	1 458 100	1 266 146	413 486	1 663 519
	26	3 352 187	3 205 100	5 735 914	557 856	6 277 657
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 774 770		3 048 519	289 650	3 338 169

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	8 442 984	927 500	13 511 502	147 078	13 642 467
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(889 634)	(630 500)	(715 572)	( )	(715 572)
Sécurité publique	3	(1 569 772)	(1 656 000)	(1 926 060)	( )	(1 926 060)
Transport	4	(15 430 889)	(34 667 370)	(22 749 864)	(109 968)	(22 859 832)
Hygiène du milieu	5	(6 576 285)	(12 337 230)	(6 641 391)	( )	(6 641 391)
Santé et bien-être	6	( )	(15 000)	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 335 927)	(162 000)	(366 176)	( )	(366 176)
Loisirs et culture	8	(3 966 076)	(4 721 450)	(4 664 840)	(550 995)	(5 215 835)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	(29 768 583)	(54 189 550)	(37 063 903)	(660 963)	(37 724 866)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(59 828)	( )	(809 938)	( )	(809 938)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(252 869)	( )	( )	( )	( )
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	24 623 376	49 285 625	21 473 913		21 473 913
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	2 486 303	773 500	1 717 195	3 952	1 737 260
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	28 357		15 000	36 515	51 515
Excédent de fonctionnement affecté	16	795 000	1 280 000	1 734 220		1 734 220
Réserves financières et fonds réservés	17	3 359 779	1 922 925	1 176 085	22 350	1 198 435
	18	6 669 439	3 976 425	4 642 500	62 817	4 721 430
	19	1 211 535	(927 500)	(11 757 428)	(598 146)	(12 339 461)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	9 654 519		1 754 074	(451 068)	1 303 006

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 865 567	(2 277 600)	10 824 107	(121 128)	10 702 979
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(29 768 583)	(54 189 550)	(37 063 903)	(660 963)	(37 724 866)
Produit de cession	3	2 038 865		163 000		163 000
Amortissement	4	20 901 611	19 743 100	21 783 676	225 136	22 008 812
(Gain) perte sur cession	5	(1 470 564)		493 239	531	493 770
Réduction de valeur / Reclassement	6	(493 502)		(115 153)		(115 153)
	7	(8 792 173)	(34 446 450)	(14 739 141)	(435 296)	(15 174 437)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(75 105)		(712 903)		(712 903)
Variation des stocks de fournitures	9	(153 423)		(23 751)	115	(23 636)
Variation des autres actifs non financiers	10	(176 028)		(160 371)	(11 896)	(172 267)
	11	(404 556)		(897 025)	(11 781)	(908 806)
	12	2 668 838	(36 724 050)	(4 812 059)	(568 205)	(5 380 264)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	2 668 838	(36 724 050)	(4 812 059)	(568 205)	(5 380 264)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(221 522 353)		(218 853 515)	1 891 640	(216 961 875)
Redressement aux exercices antérieurs	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(221 522 353)		(218 853 515)	1 891 640	(216 961 875)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(218 853 515)		(223 665 574)	1 323 435	(222 342 139)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2012	2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	21 561 320	15 107 036	979 077	16 086 113
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	49 394 540	51 776 861	1 684 427	53 108 403
Prêts (note 6)	4	364 168	280 168		280 168
Placements à long terme (note 7)	5			1 535 740	1 535 740
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	184 267	131 325		131 325
	9	71 504 295	67 295 390	4 199 244	71 141 749
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11			514 381	514 381
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	28 581 016	29 658 442	984 627	30 290 184
Revenus reportés (note 12)	13	598 658	657 526	136 480	794 006
Dette à long terme (note 13)	14	257 795 528	256 935 875	1 240 321	258 176 196
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	3 382 608	3 709 121		3 709 121
	16	290 357 810	290 960 964	2 875 809	293 483 888
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note14)	17	(218 853 515)	(223 665 574)	1 323 435	(222 342 139)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	447 395 845	462 134 986	5 158 615	467 293 601
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 689 895	3 402 798		3 402 798
Stocks de fournitures	20	983 071	1 006 822	2 832	1 009 654
Autres actifs non financiers (note 17)	21	3 388 714	3 549 085	26 464	3 575 549
	22	454 457 525	470 093 691	5 187 911	475 281 602
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	6 829 980	3 688 498	996 111	4 684 609
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	23 103 199	25 975 397	2 119 409	28 094 806
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 736 577)	(2 485 539)	( )	(2 485 539)
Financement des investissements en cours	26	(15 458 264)	(16 546 072)	(572 086)	(17 118 158)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	223 865 672	235 795 833	3 967 912	239 763 745
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	235 604 010	246 428 117	6 511 346	252 939 463

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 865 567	10 824 107	(121 128)	10 702 979
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	20 901 611	21 783 676	225 136	22 008 812
Autres					
- Perte (gain) cession d'immos	3	(1 470 564)	493 239	531	493 770
-	4				
	5	31 296 614	33 101 022	104 539	33 205 561
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	5 251 261	(2 382 321)	2 005 303	(452 217)
Autres actifs financiers	7	534 073	52 942		52 942
Créditeurs et charges à payer	8	1 762 098	1 077 426	(90 266)	1 062 359
Revenus reportés	9	4 589	58 868	(11 104)	47 764
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	530 768	326 513		326 513
Propriétés destinées à la revente	11	(568 607)	(828 056)		(828 056)
Stocks de fournitures	12	(153 423)	(23 751)	115	(23 636)
Autres actifs non financiers	13	(176 028)	(160 371)	(11 896)	(172 267)
	14	38 481 345	31 222 272	1 996 691	33 218 963
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(29 768 583)	(37 063 903)	(660 963)	(37 724 866)
Produit de cession	16	2 038 865	163 000		163 000
	17	(27 729 718)	(36 900 903)	(660 963)	(37 561 866)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	(252 869)	( )	( )	( )
Remboursement ou cession	19	82 000	84 000		84 000
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21			(1 535 740)	(1 535 740)
	22	(170 869)	84 000	(1 535 740)	(1 451 740)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	35 012 000	35 127 000		35 127 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(32 318 117)	(35 986 653)	(88 682)	(36 075 335)
Variation nette des emprunts temporaires	25			432 019	432 019
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			3 838	3 838
Autres					
-	27				
-	28				
	29	2 693 883	(859 653)	347 175	(512 478)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	13 274 641	(6 454 284)	147 163	(6 307 121)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	8 286 679	21 561 320	831 914	22 393 234
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	21 561 320	15 107 036	979 077	16 086 113

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Rémunération	1	39 906 429	42 651 600	43 403 326	677 615	44 080 941
Charges sociales	2	11 653 617	12 496 200	11 835 010	143 778	11 978 788
Biens et services	3	29 864 609	32 542 100	34 345 114	7 684 306	42 029 420
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	9 612 026	9 462 500	9 110 100	31 859	9 141 959
D'autres organismes municipaux	5	37 920	28 700	27 007		27 007
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 494 917	1 243 900	1 185 545		1 185 545
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 018 549	1 151 700	1 105 205	1 959	1 107 164
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	6 073 315	4 890 600	4 736 825		1 284 876
Autres	10	2 284	22 800	3 444		3 444
Autres organismes	11	1 318 296	1 322 800	1 496 421		1 496 421
Amortissement des immobilisations	12	20 901 611	19 743 100	21 783 676	225 136	22 008 812
Autres						
- Créances douteuses irrécouvrab	13	358 935	10 000	34 549		34 549
- Réclamations dommages intérêts	14	(121 982)	300 000	1 173 891		1 173 891
- Autres	15	487 329	967 300	611 162		611 162
	16	122 607 855	126 833 300	130 851 275	8 764 653	136 163 979

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget	Réalisations	
		2013	2013	2012
Revenus				
Taxes	1	95 940 900	98 130 165	94 007 873
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 945 600	6 699 396	6 635 864
Quotes-parts	3			
Transferts	4	10 773 885	15 787 228	11 318 159
Services rendus	5	8 231 646	7 862 545	7 475 708
Imposition de droits	6	4 474 100	5 113 380	5 467 127
Amendes et pénalités	7	3 417 200	4 013 392	3 584 592
Intérêts	8	820 000	1 301 546	1 262 277
Autres revenus	9	227 710	7 959 306	10 469 695
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	130 831 041	146 866 958	140 221 295
Charges				
Administration générale	12	15 573 800	14 831 834	13 325 912
Sécurité publique	13	26 432 100	26 492 087	24 805 521
Transport	14	37 923 323	40 261 753	35 600 122
Hygiène du milieu	15	20 909 800	23 126 006	19 945 918
Santé et bien-être	16	228 400	409 802	304 526
Aménagement, urbanisme et développement	17	4 051 400	3 541 357	3 355 153
Loisirs et culture	18	16 405 147	16 039 465	15 494 744
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	11 919 367	11 461 675	12 211 643
	21	133 443 337	136 163 979	125 043 539
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(2 612 296)	10 702 979	15 177 756
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		242 236 484	227 058 728
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		242 236 484	227 058 728
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		252 939 463	242 236 484

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget	Réalisations	
		2013	2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 612 296)	10 702 979	15 177 756
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(61 899 766)	(37 724 866)	(31 655 240)
Produit de cession	3		163 000	2 040 813
Amortissement	4	19 869 041	22 008 812	21 090 108
(Gain) perte sur cession	5		493 770	(1 445 989)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(115 153)	(493 502)
	7	(42 030 725)	(15 174 437)	(10 463 810)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(712 903)	(75 105)
Variation des stocks de fournitures	9		(23 636)	(153 487)
Variation des autres actifs non financiers	10		(172 267)	(156 733)
	11		(908 806)	(385 325)
	12	(44 643 021)	(5 380 264)	4 328 621
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(44 643 021)	(5 380 264)	4 328 621
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(216 961 875)	(221 290 496)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(216 961 875)	(221 290 496)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(222 342 139)	(216 961 875)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	16 086 113	22 393 234
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	53 108 403	52 656 186
Prêts (note 6)	4	280 168	364 168
Placements à long terme (note 7)	5	1 535 740	
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	131 325	184 267
	9	71 141 749	75 597 855
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	514 381	82 362
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	30 290 184	29 227 825
Revenus reportés (note 12)	13	794 006	746 242
Dette à long terme (note 13)	14	258 176 196	259 120 693
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	3 709 121	3 382 608
	16	293 483 888	292 559 730
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(222 342 139)	(216 961 875)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	467 293 601	452 119 164
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 402 798	2 689 895
Stocks de fournitures	20	1 009 654	986 018
Autres actifs non financiers (note 17)	21	3 575 549	3 403 282
	22	475 281 602	459 198 359
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	252 939 463	242 236 484

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 702 979	15 177 756
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	22 008 812	21 090 108
Autres			
- Perte (gain) cession d'immos	3	493 770	(1 445 989)
-	4		
	5	33 205 561	34 821 875
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(452 217)	3 287 999
Autres actifs financiers	7	52 942	534 073
Créditeurs et charges à payer	8	1 062 359	1 622 848
Revenus reportés	9	47 764	125 279
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	326 513	530 768
Propriétés destinées à la revente	11	(828 056)	(568 607)
Stocks de fournitures	12	(23 636)	(153 487)
Autres actifs non financiers	13	(172 267)	(156 733)
	14	33 218 963	40 044 015
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(37 724 866)	(31 655 240)
Produit de cession	16	163 000	2 040 813
	17	(37 561 866)	(29 614 427)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	(252 869)
Remboursement ou cession	19	84 000	82 000
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	(1 535 740)	
	22	(1 451 740)	(170 869)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	35 127 000	35 080 195
Remboursement de la dette à long terme	24	(36 075 335)	(32 386 794)
Variation nette des emprunts temporaires	25	432 019	35 362
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	3 838	(15 030)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(512 478)	2 713 733
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(6 307 121)	12 972 452
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	22 393 234	9 420 782
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	16 086 113	22 393 234

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Jérôme est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes et créé par le décret # 1044-2001 sanctionné le 26 septembre 2001 par le gouvernement du Québec ainsi que ses amendements.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages *S8 et S9*, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages *S11, S23-1 et S23-2* et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La Ville participe aux trois partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport Laurentides, la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord et la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport Laurentides pour l'exercice est de 17,16 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 25,37 % en début d'exercice à 24,77 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 58,16 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 61,12 % en début d'exercice à 60,69 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 75,60 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 73,58 % en début d'exercice à 73,64 % à la fin de l'exercice.

La Ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.
L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Ville de Saint-Jérôme excluant les organismes qu'elle contrôle.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie
Les soldes bancaires incluent les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks
Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations
Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures :	15 à 40 ans
Bâtiments :	40 ans
Améliorations locatives :	7 à 15 ans
Véhicules :	3 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement :	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 à 10 ans
Autres :	1 à 10 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville à certains employés à contrat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. Il peut cependant faire l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
  - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants ;
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

H) Instruments financiers

Juste valeur des actifs et passifs financiers

Pour certains instruments financiers de la ville dont l'encaisse, les débiteurs et les créditeurs, les valeurs comptables sont comparables aux justes valeurs en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers. Pour les dettes à long terme, les justes valeurs sont essentiellement comparables aux valeurs comptables du fait qu'elles portent intérêts à des taux couramment utilisés sur le marché.

I) Autres éléments

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dette à long terme Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Utilisation d'estimations
La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction formule des hypothèses et procéde à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles, sur les obligations aux titres des avantages sociaux futurs et sur des passifs éventuels.

Dépenses reportées
Les frais d'émission des obligations sont amortis sur la durée des emprunts.

Subvention
La subvention du Conseil intermunicipal de transport Laurentides (CITL) est déterminée selon la politique d'aide gouvernementale au transport en commun adoptée par le gouvernement du Québec.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, « Paiements de transfert »
La Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la Ville, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilités, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	15 580 312	22 372 484
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	1 535 740	

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	6 764 479	6 040 581
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	14 135	10 410
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	33 965 935	39 189 309
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	6 729 161	1 898 178
Organismes municipaux	8	558 285	703 128
Autres			
- Divers	9	3 048 508	2 823 786
- Contraventions à recevoir	10	2 027 900	1 990 794
	11	53 108 403	52 656 186
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	26 425 241	30 402 970
Organismes municipaux	13	418 000	692 251
Autres tiers	14		
	15	26 843 241	31 095 221
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 365 117	1 267 142

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	193 299	193 299
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Ville de Sainte-Sophie	19	86 869	170 869
-	20		
	21	280 168	364 168

Note

7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	1 535 740	
	24	1 535 740	

Note

Le placement à long terme représente un dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,907 % l'an venant à échéance le 16 décembre 2016.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(2 823 108)	(2 554 988)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(886 013)	(827 620)
	27	(3 709 121)	(3 382 608)
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	7 266 000	6 788 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	58 393	155 780
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	27 650	26 695
Régimes de retraite des élus municipaux	32	73 144	79 325
	33	7 425 187	7 049 800

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	131 325	184 267
Autres	35		
	36	131 325	184 267

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville de Saint-Jérôme dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 34 400 000$. Ce crédit porte intérêts au taux préférentiel de l'institution financière moins 0,75% et est renouvelable annuellement.

La Régie du parc régional dispose d'un crédit bancaire de 150 000$. Ce crédit porte intérêts au taux préférentiel de l'institution financière et est renouvelable annuellement.

Le conseil intermunicipal dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé 4 250 000 $, renouvelable en juin 2014. Tout emprunt bancaire relatif à cette marge de crédit, portant intérêts au taux préférentiel, est garanti par les comptes clients et autres créances. Au 31 décembre 2013, la marge de crédit est inutilisée.

11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	12 788 874	11 478 079
Salaires et avantages sociaux	38	3 875 972	3 730 302
Dépôts et retenues de garantie	39	5 876 415	5 352 410
Provision pour contestations d'évaluation	40	225 600	448 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Qc et ses ent.	42	478 580	892 938
- Gouvernement du Canada et ent.	43	94 024	116 373
- Organismes municipaux	44	256 426	390 881
- Intérêts courus sur dette LT	45	1 444 714	1 721 157
- Autres	46	5 249 579	5 097 685
	47	30 290 184	29 227 825

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	62 886	61 392
Transferts	49	107 140	113 596
Autres			
- Régime de retraite des Élus	50	71 671	107 294
- Activités saisonnières, divers	51	552 309	463 960
	52	794 006	746 242

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2013	2012
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	5,00	2014	2024	53	258 186 382	259 134 595
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,13	4,13	2017	2017	57	1 006	1 128
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	258 187 388	259 135 723
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(11 192)	(15 030)
					63	258 176 196	259 120 693

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2013
2014	64		72	19 283 811	80		89	127	97	19 283 938
2015	65		73	22 880 607	81		90	132	98	22 880 739
2016	66		74	22 628 859	82		91	137	99	22 628 996
2017	67		75	22 896 912	83		92	610	100	22 897 522
2018	68		76	20 819 193	84		93		101	20 819 193
2019 et +	69		77	149 677 000	85		94		102	149 677 000
	70		78	258 186 382	86		95	1 006	103	258 187 388
Intérêts et frais accessoires					87	( )			104	( )
	71		79	258 186 382	88		96	1 006	105	258 187 388

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2013	2012
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(222 342 139)	(216 961 875)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(222 342 139)	(216 961 875)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	130 190 135	138	3 729 144	165	69 067	192	133 850 212
Eaux usées	111	135 468 429	139	2 601 011	166	212 088	193	137 857 352
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	238 307 448	140	21 577 330	167	(33 309)	194	259 918 087
Autres	113	58 743 293	141	4 803 312	168	190 037	195	63 356 568
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	37 484 322	143	670 859	170	285 494	197	37 869 687
Améliorations locatives	116	1 262 446	144	(1 581)	171		198	1 260 865
Véhicules	117	9 230 838	145	778 743	172	408 501	199	9 601 080
Ameublement et équipement de bureau	118	7 324 543	146	809 499	173	821 565	200	7 312 477
Machinerie, outillage et équipement divers	119	14 834 974	147	1 364 510	174	823 968	201	15 375 516
Terrains	120	22 797 459	148	877 904	175	8 144	202	23 667 219
Autres	121	3 057 121	149	89 430	176	131 805	203	3 014 746
	122	658 701 008	150	37 300 161	177	2 917 360	204	693 083 809
Immobilisations en cours	123	374 070	151	424 705	178	72 706	205	726 069
	124	659 075 078	152	37 724 866	179	2 990 066	206	693 809 878
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	31 620 587	153	3 288 452	180	122 327	207	34 786 712
Eaux usées	126	47 102 278	154	3 400 128	181	185 216	208	50 317 190
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	74 007 874	155	8 799 629	182	23 137	209	82 784 366
Autres	128	23 297 049	156	2 604 644	183	327 179	210	25 574 514
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	12 980 410	158	935 879	185	46 030	212	13 870 259
Améliorations locatives	131	527 706	159	92 533	186		213	620 239
Véhicules	132	4 753 129	160	666 187	187	381 550	214	5 037 766
Ameublement et équipement de bureau	133	4 008 071	161	970 932	188	824 238	215	4 154 765
Machinerie, outillage et équipement divers	134	6 685 896	162	920 101	189	538 772	216	7 067 225
Autres	135	1 972 914	163	330 327	190		217	2 303 241
	136	206 955 914	164	22 008 812	191	2 448 449	218	226 516 277
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	452 119 164					219	467 293 601
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	( )	224	( )	226	( )	228	( )
Valeur comptable nette	222						229	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	1 116 485	364 495
Immeubles industriels municipaux	231	2 176 538	2 213 770
Autres	232	241 100	295 897
	233	3 534 123	2 874 162
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	131 325	184 267
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	3 402 798	2 689 895
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	520 347	643 745
Frais reportés			
- Frais d'émission & autres	237	3 017 712	2 583 810
- Financées à long terme, autres	238	37 490	175 727
	239	3 575 549	3 403 282
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 46 873 500$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes, présentées selon la dépense nette (dépense incluant une portion de la taxe de vente du Québec) :

2014	11 920 200 $
2015	6 312 600 $
2016	3 699 900 $
2017	3 284 700 $
2018 et autres	21 656 100$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville de Saint-Jérôme a accepté de se rendre caution pour le « Centre National du Transport Avancé » pour un montant ne pouvant excéder 99 000 $. Rés. CE-2963/06-01-25 pour une période de 5 ans du 1er mars 2006 au 28 février 2011. La caution a été renouvelée par la résolution CE-6643/11-02-22 pour une période de 5 ans du 1er mars 2011 au 28 février 2016.

La Ville de Saint-Jérôme a accepté de se rendre caution pour le bail à intervenir avec Gestion D.G. Guyilbault ltée et le Club de gymnastique Les Zénith de Saint-Jérôme inc., pour un montant ne pouvant excéder 99 999 $ pour la durée totale du bail. Rés. CM-8516/13-03-19 pour une période de 5 ans du 1er mars 2013 au 28 février 2018 avec possibilité de reconduire pour 5 périodes additionnelles de 1 an se terminant le 28 février 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

---

b) Auto-assurance
La Ville assure quatorze principaux emplacements et s'auto-assure pour les autres emplacements de moindre envergure.

c) Poursuites
Des contestations d'évaluations foncières de l'ordre de 3 305 200 $ qui correspond à une valeur au rôle contestée de 30 905 200 $ contre une valeur demandée de 27 600 000 $.

Des actions en dommages contre la Ville pour un montant de 2,2M$:
- inondations et refoulements d'égout: 1,1M$
- caution - travaux: 0,5M$
- dommages corporels: 0,2M$
- autres 0,4M$

Tous règlements relatifs à ces poursuites et réclamations seront constatées dans l'exercice au cours duquel aura lieu le règlement.

d) Autres
S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la Ville participe, après élimination des opérations réciproques.

22. Instruments financiers

Risques et concentrations

La Ville, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2013.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux débiteurs et sont plus principalement attribuable aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 684 609	7 913 696
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	28 094 806	25 321 655
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3	(2 485 539)	(2 736 577)
Financement des investissements en cours	4	(17 118 158)	(15 579 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	239 763 745	227 316 992
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	252 939 463	242 236 484

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Anciens secteurs & excellence	8	85 100	119 668
- Place des festivités	9	2 000 000	
- Aréna	10	1 000 000	
- Régimes de retraite	11	3 740 500	5 000 000
- Assurance générale	12	1 068 779	1 000 000
- Ester en justice	13	2 000 000	2 000 000
- Déneigement hiver exceptionnel	14	498 300	1 250 000
- Activités de fonctionnement	15	5 336 800	4 300 000
- Projets(plan, station. infras)	16	4 279 213	6 050 000
	17	20 008 692	19 719 668
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	18		
-	19		
-	20		
	21		
Réserves financières			
- Boues usées	22	705 015	953 285
- Aug. future - coûts transport	23	1 958 951	2 029 600
-	24		
-	25		
-	26		
	27	2 663 966	2 982 885
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28	706 592	199 000
Fonds parcs et terrains de jeux	29	213 092	444 856
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	3 676 229	1 040 057
Financement des activités de fonctionnement	33	183 808	312 807
Autres			
- Fonds de stationnement	34	28 500	16 500
- Fonds du logement social	35	613 927	605 882
-	36		
-	37		
	38	5 422 148	2 619 102
	39	28 094 806	25 321 655

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41	(53 447)	(84 685)
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	42	(1 660 200)	(1 880 000)
Régimes non capitalisés	43	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44	( )	( )
Autres	45	( )	( )
Régimes non capitalisés	46	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47	( )	( )
Autres			
- Rachat d'obligations - Police	48	(113 700)	(113 700)
- Rachat d'obligations - Employé	49	(658 192)	(658 192)
	50	(2 485 539)	(2 736 577)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51	( )	( )
	52	(2 485 539)	(2 736 577)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	10 624 546	10 855 018
Investissements à financer	54	(27 742 704)	(26 434 300)
	55	(17 118 158)	(15 579 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	56	467 293 601	452 119 164
Propriétés destinées à la revente	57	3 534 123	2 874 162
Prêts	58	280 168	364 168
Placements à titre d'investissement	59		
Participations dans des entreprises municipales	60		
	61	471 107 892	455 357 494
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	62	258 176 196	259 120 693
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	11 192	15 030
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64	(26 843 241)	(31 095 221)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65	( )	( )
	66	231 344 147	228 040 502
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67		
	68	231 344 147	228 040 502
	69	239 763 745	227 316 992

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	2		3	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Saint-Jérôme parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des employés du service de police de la Ville de Saint-Jérôme et le Régime de retraite en faveur des employés de la Ville de Saint-Jérôme. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite. De plus, une indexation automatique durant la retraite s'applique aux rentes payables.

Le régime de retraite des employés du Service de police de la Ville de Saint-Jérôme est à prestations déterminées. La majorité des participants sont des policiers. Des employés civils sont toujours actifs au Régime, mais depuis le 1er janvier 2003, ceux-ci participent au Régime de retraite des employés de la Ville de Saint-Jérôme. Par conséquent, le Régime est considéré comme un régime lié au sens de la Loi sur les Régimes complémentaires de retraite. Les cotisations salariales des policiers s'élèvent à 9,0 % du traitement annuel moyen à compter du 1er janvier 2005. L'employeur verse tout le montant nécessaire à l'amortissement d'un déficit actuariel ainsi que ce qui est requis pour acquitter les prestations et remboursements du Régime concernant les services effectués durant l'année et considérés comme crédités. La rente de retraite est constituée d'une rente pour service passé et d'une rente pour service courant, cette dernière étant égale à 2,0 % du traitement annuel moyen pour chaque année de participation à compter du 1er janvier 2005 pour les policiers. Les rentes à la retraite sont indexées selon l’augmentation de l’indexation du prix à la consommation (IPC) jusqu’à concurrence de 4 % par année.

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2010, le régime était partiellement solvable et indiquait un niveau de solvabilité de 91,2%. Des limites imposées par la Loi s'appliquent au règlement des prestations suite à une cessation de participation (autre qu'une retraite) lorsque le degré de solvabilité d'un régime est inférieur à 100%. Les cotisations spéciales additionnelles versées s'élevaient à 246 000 $ et à 545 300 $ en 2011, 2012 et 2013.

Le Régime de retraite en faveur des employés de la Ville de Saint-Jérôme est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants pompiers s'élèvent à 7,9 % de leur salaire tandis que les autres employés cotisent un taux de 7,0 %. L'employeur verse tout montant nécessaire à l'amortissement d'un déficit actuariel ainsi que ce qui est requis pour acquitter les prestations et remboursements du Régime concernant les services effectués durant l'année et considérés comme crédités. La rente de retraite est constituée d'une rente pour service passé et d'une rente pour service courant, cette dernière étant égale à 2,0 % du salaire annuel moyen pour chaque année de participation à compter du 1er janvier 2005. Les rentes à la retraite sont indexées selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) jusqu'à concurrence de 4 % par année.

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2010, le régime était partiellement solvable et indiquait un niveau de solvabilité de 73,5%. Des limites imposées par la Loi s'appliquent au règlement des prestations suite à une cessation de participation (autre qu'une retraite) lorsque le degré de solvabilité d'un régime inférieur à 100 %. Les cotisations spéciales additionnelles versées de 1 039 100 $ en 2011 et 2012 et de 1 001 000$ en 2013.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	4	(2 554 988)	(2 180 000)
Charge de l'exercice	5	(7 266 000)	(6 788 000)
Cotisations versées par l'employeur	6	6 997 880	6 413 012
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	(2 823 108)	(2 554 988)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	113 665 000	99 160 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	(136 283 108)	(118 725 988)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(22 618 108)	(19 565 988)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	19 795 000	17 011 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	(2 823 108)	(2 554 988)
Provision pour moins-value	13	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	(2 823 108)	(2 554 988)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	15	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	113 665 000	99 160 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	(136 283 000)	(118 725 988)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	(22 618 000)	(19 565 988)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	7 420 000	6 904 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20		
	21	7 420 000	6 904 000
Cotisations salariales des employés	22	(2 511 000)	(2 302 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	( )	( )
	24	4 909 000	4 602 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	1 263 000	1 151 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value	29		
Autres			
-	30		
-	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	6 172 000	5 753 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	7 117 000	6 532 000
Rendement espéré des actifs	34	(6 023 000)	(5 497 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	1 094 000	1 035 000
Charge de l'exercice	36	7 266 000	6 788 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	9 406 000	3 589 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(6 023 000)	(5 497 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	3 383 000	(1 908 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	7 430 000	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	4 410 000	3 208 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	121 449 000	99 751 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	333 000	333 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	18	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	5,92 %	5,92 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	5,92 %	5,92 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54		55		56	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville accorde une prime d'incitation à la retraite aux employés permanents du service de police et du service des incendies, de mille dollars (1 000$) par année de service pour un maximum de vingt mille dollars (20 000$) aux conditions suivantes:

1. Avoir entre cinquante-cinq (55) et cinquante-neuf (59) ans;
2. Avoir avisé la Ville au plus tard le 31 décembre précédent la date de son intention de prendre sa retraite;
3. Prendre sa retraite avant d'avoir atteint soixante (60) ans.

Cette prime est versée à son départ, dans son régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou au comptant, au choix de l'employé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	57	(827 620)	(671 840)
Charge de l'exercice	58	(58 393)	(155 780)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59		
Passif à la fin de l'exercice	60	(886 013)	(827 620)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(886 013)	(827 620)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(886 013)	(827 620)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	58 393	155 780
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66	58 393	155 780
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	( )	( )
	68	58 393	155 780
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	58 393	155 780
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77	58 393	155 780

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)

Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2013	2012
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

REER COLLECTIFS CITL
REER OFFERT À CERTAINS EMPLOYÉS À CONTRAT VILLE DE SAINT-JÉRÔME

		2013	2012
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	27 650	26 695

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 [X] Oui
93 [ ] Non

		2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	29	30

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2013	2012
Cotisations des élus au RREM	95	21 446	23 230
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	73 144	79 325
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97		
	98	73 144	79 325

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dette à long terme	1	256 935 875
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	27 170 618
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	1 830 676
Débiteurs	8	26 782 431
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	62 886
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	8 469 151
Autres		
- DLT 31/12/2013 Riverains PR	12	31 329 518
- À financer Riverains PR	13	7 784 732
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	207 847 099
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 700 313
Endettement net à long terme	16	209 547 412
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	2 558 291
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	212 105 703
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	212 105 703
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2012**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	55 082 500	56 085 176	56 085 176	52 215 489
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	14 706 800	14 852 389	14 852 389	14 372 474
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	8 169 900	8 217 050	8 217 050	9 019 180
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	115 100	112 094	112 094	102 537
	9	78 074 300	79 266 709	79 266 709	75 709 680
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	5 378 000	5 426 050	5 426 050	5 737 156
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	3 332 500	3 388 235	3 388 235	2 942 239
Matières résiduelles	13	4 867 000	4 906 150	4 906 150	5 299 380
Autres					
-Fosses septiques	14	230 900	236 613	236 613	233 067
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	294 000	297 019	297 019	296 754
Service de la dette	18	3 764 200	3 787 206	3 787 206	3 609 394
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		822 183	822 183	180 203
	21	17 866 600	18 863 456	18 863 456	18 298 193
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	17 866 600	18 863 456	18 863 456	18 298 193
	26	95 940 900	98 130 165	98 130 165	94 007 873

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2012**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27	2 477 700	2 475 754	2 475 754	2 467 934
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28				
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
	31	2 477 700	2 475 754	2 475 754	2 467 934
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	1 411 200	1 320 203	1 320 203	1 267 873
Cégeps et universités	33	812 700	760 911	760 911	737 377
Écoles primaires et secondaires	34	1 972 900	1 871 956	1 871 956	1 911 293
	35	4 196 800	3 953 070	3 953 070	3 916 543
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	6 674 500	6 428 824	6 428 824	6 384 477
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41	137 400	137 391	137 391	136 156
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42				
Taxes d'affaires	43				
	44	137 400	137 391	137 391	136 156
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45	133 700	133 181	133 181	115 231
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46				
	47	133 700	133 181	133 181	115 231
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49				
	50				
	51	6 945 600	6 699 396	6 699 396	6 635 864

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2013	Administration municipale Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	52				
Sécurité publique					
Police	53	298 500	356 768	356 768	324 730
Sécurité incendie	54				
Sécurité civile	55				
Autres	56				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	57	5 700	224 573	224 573	8 038
Enlèvement de la neige	58				
Autres	59	900	913	913	1 035
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	60	6 900	6 876	2 040 983	1 988 976
Transport adapté	61			254 749	259 441
Transport scolaire	62				
Autres	63			167 330	934 744
Transport aérien	64				
Transport par eau	65				
Autres	66				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	76 900	129 468	129 468	86 078
Réseau de distribution de l'eau potable	68	3 300	67 334	67 334	4 505
Traitement des eaux usées	69	1 235 200	1 057 271	1 057 271	1 297 881
Réseaux d'égout	70	2 400	106 608	106 608	1 289
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	71	600 000	558 033	558 033	561 074
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	72				
Tri et conditionnement	73				
Autres	74				
Autres	75				
Cours d'eau	76				
Protection de l'environnement	77				
Autres	78				
Santé et bien-être					
Logement social	79				
Sécurité du revenu	80				
Autres	81				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	82				
Rénovation urbaine	83	207 100	108 768	108 768	150 925
Promotion et développement économique	84				
Autres	85	30 600	30 620	30 620	33 699
Loisirs et culture					
Activités récréatives	86	22 200	27 606	73 005	87 802
Activités culturelles					
Bibliothèques	87	206 700	211 872	211 872	208 324
Autres	88	95 300	88 560	88 560	94 349
Réseau d'électricité	89				
	90	2 791 700	2 975 270	5 476 855	6 042 890

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2013	Administration municipale Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91				
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96	175 000	80 100	80 100	74 434
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98		15 354	15 354	(453)
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99			77 220	71 550
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 500	2 200 660	2 200 660	(6 799)
Réseau de distribution de l'eau potable	107	662 500	2 273 655	2 273 655	
Traitement des eaux usées	108				(9 745)
Réseaux d'égout	109	87 500	1 158 279	1 158 279	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121				
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123				
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125			29 237	315
Activités culturelles					
Bibliothèques	126				
Autres	127				
Réseau d'électricité	128				
	129	927 500	5 728 048	5 834 505	129 302

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2013	Administration municipale Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal	130				
Péréquation	131				
Réorganisation municipale	132				
Neutralité	133				
Diversification des revenus	134				
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	3 142 200	3 296 079	3 296 079	2 487 441
Programme d'aide financière aux MRC	136				
Autres	137	850 200	1 179 789	1 179 789	2 658 526
	138	3 992 400	4 475 868	4 475 868	5 145 967
TOTAL DES TRANSFERTS	139	7 711 600	13 179 186	15 787 228	11 318 159

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2013	Administration municipale Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2013	Données consolidées Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Application de la loi	140	215 000	201 410	201 410	240 500
Évaluation	141				
Autres	142				
	143	215 000	201 410	201 410	240 500
Sécurité publique					
Police	144	2 000			
Sécurité incendie	145	22 000	24 749	24 749	13 946
Sécurité civile	146				
Autres	147				
	148	24 000	24 749	24 749	13 946
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	149				
Enlèvement de la neige	150				
Autres	151				
Transport collectif	152				
Autres	153				
	154				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	625 400	560 822	560 822	499 484
Réseau de distribution de l'eau potable	156	9 600	9 388	9 388	11 153
Traitement des eaux usées	157	24 900	24 895	24 895	24 895
Réseaux d'égout	158	5 100	5 130	5 130	5 492
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	160				
Tri et conditionnement	161				
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165				
Autres	166				
	167	665 000	600 235	600 235	541 024
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176				
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178	85 500	88 775	88 775	87 822
	179	85 500	88 775	88 775	87 822
Réseau d'électricité	180				
	181	989 500	915 169	915 169	883 292

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Budget 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2013**	**Réalisations 2012**
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	312 800	357 138	357 138	427 690
Sécurité publique	183	263 000	360 165	360 165	274 191
Transport					
Réseau routier	184	1 341 700	1 481 396	1 481 396	1 336 977
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185	125 300	148 782	2 270 398	2 158 338
Transport adapté	186			116 807	110 363
Transport scolaire	187				
Autres	188			98 139	113 565
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	4 200	24 015	24 015	19 271
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192	455 700	425 724	425 724	417 272
Loisirs et culture	193	1 565 100	1 645 484	1 813 594	1 734 749
Réseau d'électricité	194				
	195	4 067 800	4 442 704	6 947 376	6 592 416
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 057 300	5 357 873	7 862 545	7 475 708
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	874 100	981 612	981 612	1 085 148
Droits de mutation immobilière	198	3 600 000	4 131 768	4 131 768	4 381 979
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	4 474 100	5 113 380	5 113 380	5 467 127
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 417 200	4 013 392	4 013 392	3 584 592
INTÉRÊTS	203	820 000	1 301 521	1 301 546	1 262 277
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(493 239)	(493 770)	1 445 989
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		273 591	273 591	221 427
Gain (perte) sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207	8 000	6 426 417	6 426 417	6 464 868
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209	70 000	65 947	145 315	119 372
Autres	210	111 000	1 607 753	1 607 753	2 218 039
	211	189 000	7 880 469	7 959 306	10 469 695

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations 2013	Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 326 500	1 241 188	29 590	1 270 778	1 270 778	1 302 806
Application de la loi	2	1 122 400	1 031 445	25 342	1 056 787	1 056 787	1 130 842
Gestion financière et administrative	3	6 791 100	6 668 549	459 354	7 127 903	7 127 903	6 240 219
Greffe	4	1 818 600	1 737 437	52 100	1 789 537	1 789 537	1 274 295
Évaluation	5	623 100	534 699		534 699	534 699	758 735
Gestion du personnel	6	1 808 100	1 924 550	8 320	1 932 870	1 932 870	1 614 588
Autres	7	1 669 300	1 105 562	13 698	1 119 260	1 119 260	1 004 427
	8	15 159 100	14 243 430	588 404	14 831 834	14 831 834	13 325 912
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	18 002 800	18 270 408	533 809	18 804 217	18 804 217	17 583 141
Sécurité incendie	10	7 076 100	6 627 789	383 300	7 011 089	7 011 089	6 557 428
Sécurité civile	11	15 800	8 848		8 848	8 848	11 525
Autres	12	662 200	667 015	918	667 933	667 933	653 427
	13	25 756 900	25 574 060	918 027	26 492 087	26 492 087	24 805 521
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	6 088 400	6 412 971	9 275 651	15 688 622	15 688 622	14 968 589
Enlèvement de la neige	15	9 027 500	11 554 664	463 379	12 018 043	12 018 043	9 664 254
Éclairage des rues	16	826 600	888 389	492 155	1 380 544	1 380 544	1 307 714
Circulation et stationnement	17	1 704 800	1 486 103	359 177	1 845 280	1 845 280	1 831 195
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 270 500	4 109 317	168 738	4 278 055	9 329 264	7 828 370
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	21 917 800	24 451 444	10 759 100	35 210 544	40 261 753	35 600 122

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations 2013	Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 055 800	2 853 153	945 070	3 798 223	3 798 223	3 554 317
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 747 800	2 484 123	2 471 063	4 955 186	4 955 186	4 788 113
Traitement des eaux usées	25	893 700	2 067 139	1 706 880	3 774 019	3 774 019	2 545 506
Réseaux d'égout	26	1 468 600	2 496 061	1 753 247	4 249 308	4 249 308	3 179 266
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 545 100	2 591 096	1 091	2 592 187	2 592 187	2 461 692
Élimination	28	1 133 900	1 107 234		1 107 234	1 107 234	1 046 648
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 395 400	1 389 287	266 266	1 655 553	1 655 553	1 520 323
Tri et conditionnement	30	101 100	110 146		110 146	110 146	97 068
Matières organiques							
Collecte et transport	31	36 000	141 823		141 823	141 823	66 721
Traitement	32	56 800	44 673		44 673	44 673	55 615
Matériaux secs	33	45 700	48 064	3	48 067	48 067	44 391
Autres	34	344 100	413 268		413 268	413 268	355 096
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38		2 800		2 800	2 800	
Autres	39	253 700	233 519		233 519	233 519	231 162
	40	14 077 700	15 982 386	7 143 620	23 126 006	23 126 006	19 945 918
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	207 400	349 235		349 235	349 235	264 901
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	21 000	60 567		60 567	60 567	39 625
	44	228 400	409 802		409 802	409 802	304 526
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 842 800	2 636 603	148 089	2 784 692	2 784 692	2 616 895
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46			21	21	21	21
Autres biens	47	701 200	310 051		310 051	310 051	333 792
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	250 000	245 398		245 398	245 398	256 907
Tourisme	49	80 600	78 232	360	78 592	78 592	50 414
Autres	50	77 500	80 151	7 628	87 779	87 779	71 829
Autres	51		34 824		34 824	34 824	25 295
	52	3 952 100	3 385 259	156 098	3 541 357	3 541 357	3 355 153

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations 2013	Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 362 500	1 210 560	84 874	1 295 434	1 295 434	1 140 930
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 360 400	2 163 359	139 458	2 302 817	2 301 687	2 332 503
Piscines, plages et ports de plaisance	55	291 600	223 152	421	223 573	223 573	259 649
Parcs et terrains de jeux	56	3 808 500	3 834 514	1 610 620	5 445 134	5 445 134	5 133 479
Parcs régionaux	57	532 000	563 767		563 767	792 574	788 928
Expositions et foires	58			1 625	1 625	1 625	352
Autres	59	355 800	371 204	5 498	376 702	376 702	332 956
	60	8 710 800	8 366 556	1 842 496	10 209 052	10 436 729	9 988 797
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 693 500	1 710 422	193 879	1 904 301	1 904 301	1 799 502
Bibliothèques	62	2 724 400	2 517 881	143 093	2 660 974	2 660 974	2 769 760
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	216 500	220 648	31 775	252 423	252 423	247 210
Autres ressources du patrimoine	64	8 700	5 247	2	5 249	5 249	1 558
Autres	65	757 500	772 607	7 182	779 789	779 789	687 917
	66	5 400 600	5 226 805	375 931	5 602 736	5 602 736	5 505 947
	67	14 111 400	13 593 361	2 218 427	15 811 788	16 039 465	15 494 744
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	10 100 100	9 692 416		9 692 416	9 720 700	10 574 151
Autres frais	70	635 000	630 236		630 236	633 811	616 185
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 129 000	1 094 000		1 094 000	1 094 000	1 035 000
Autres	72	22 700	11 205		11 205	13 164	(13 693)
	73	11 886 800	11 427 857		11 427 857	11 461 675	12 211 643
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	19 743 100	21 783 676	(21 783 676)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la VILLE DE SAINT-JÉRÔME (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Comptables professionnels agréés

DOMINIQUE TOUPIN, CPA auditrice, CA
Saint-Jérôme

DATE 2014-05-13

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	98 130 165
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3			
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8			
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	
Revenus de taxes			11	98 130 165

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	98 130 165
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	98 130 165
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	194 752		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	19 797 313		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	297 019		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	20 289 084
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	77 841 081

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée[1], au 1er janvier 2013[2]	1	5 671 988 083
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée[1], au 31 décembre 2013[2]	2	5 734 573 002
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	5 703 280 543

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL[3]

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	77 841 081
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	5 703 280 543
Taux global de taxation réel de 2013	6	1 , 3648 / 100 $

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1er janvier 2013[2]	7	
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013[2]	8	
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1er janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	6 732 980	3 138 851	3 138 851	3 461 471
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 595 000	590 293	590 293	960 626
Usines et bassins d'épuration	3				
Conduites d'égout	4	2 209 000	2 601 011	2 601 011	1 608 529
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	31 611 890	19 589 760	19 625 603	13 390 193
Ponts, tunnels et viaducs	7		1 951 727	1 951 727	2 218
Systèmes d'éclairage des rues	8	592 730	1 173 823	1 173 823	844 661
Aires de stationnement	9	750 000	33 691	33 691	96
Parcs et terrains de jeux	10	3 600 000	3 126 548	3 126 548	2 315 920
Autres infrastructures	11		469 250	469 250	266 637
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13		281 850	281 850	875 063
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 243 000	290 680	813 714	502 588
Améliorations locatives	15			(1 581)	109 687
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16			(256)	(318)
Autres	17	1 711 000	780 053	778 999	774 395
Ameublement et équipement de bureau	18	643 950	801 760	809 499	1 140 656
Machinerie, outillage et équipement divers	19	228 000	1 258 295	1 364 510	1 870 109
Terrains	20	942 000	886 882	877 904	3 359 928
Autres	21	330 000	89 429	89 430	172 781
	22	54 189 550	37 063 903	37 724 866	31 655 240

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Remplacement d'infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		305 076	305 076	26 551
Usines de traitement de l'eau potable	24		2 749	2 749	708 986
Usines et bassins d'épuration	25				
Conduites d'égout	26				
Autres infrastructures	27		3 879 074	3 914 917	1 686 538
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	28		2 833 775	2 833 775	3 434 920
Usines de traitement de l'eau potable	29		587 544	587 544	251 640
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31		2 601 011	2 601 011	1 608 529
Autres infrastructures	32		22 465 725	22 465 725	15 133 187
Autres immobilisations	33		4 388 949	5 014 069	8 804 889
	34		37 063 903	37 724 866	31 655 240

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	259 134 595	35 127 000	36 075 213	258 186 382
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 128		122	1 006
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	259 135 723	35 127 000	36 075 335	258 187 388
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	456 253	1 500 182	125 759	1 830 676
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	93 414 286	15 203 113	14 801 375	93 816 024
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	134 108 571	15 793 529	14 267 539	135 634 561
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	227 979 110	32 496 824	29 194 673	231 281 261
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	30 402 970	2 627 988	6 605 717	26 425 241
Organismes municipaux	17	692 251		274 251	418 000
Autres tiers	18				
	19	31 095 221	2 627 988	6 879 968	26 843 241
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	61 392	2 188	694	62 886
	21	31 156 613	2 630 176	6 880 662	26 906 127
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	31 156 613	2 630 176	6 880 662	26 906 127
	26	259 135 723	35 127 000	36 075 335	258 187 388
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	
	28	259 135 723	35 127 000	36 075 335	258 187 388

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	527 600	471 391	471 391	462 185
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8	14 000	8 522	8 522	14 214
Transport collectif	9	3 113 600	2 950 419	25 196	(618 399)
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	230 400	297 079	297 079	241 484
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	46 000	15 282	15 282	41 222
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	196 600	198 838	198 838	199 000
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	570 800	603 289	76 563	73 695
Activités culturelles	23	191 600	192 005	192 005	189 773
Réseau d'électricité	24				
	25	4 890 600	4 736 825	1 284 876	603 174

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	86,00	31,50	***	***	***
Professionnels	2	1,00	31,50	***	***	***
Cols blancs	3	206,00	31,50	***	***	***
Cols bleus	4	160,00	39,00	***	***	***
Policiers	5	105,00	37,80	***	***	***
Pompiers	6	45,00	42,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	603,00		***	***	***
Élus	9	13,00		590 718	164 540	755 258
	10	616,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	6 876			6 876
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	129 468		2 200 660	2 330 128
Réseau de distribution de l'eau potable	13	3 346		2 337 643	2 340 989
Traitement des eaux usées	14	1 057 271			1 057 271
Réseaux d'égout	15	2 428		1 262 459	1 264 887
Autres	16	6 040 217	95 454	43 364	6 179 035
	17	7 239 606	95 454	5 844 126	13 179 186

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	1 031 445	27	25 342	53	1 056 787	79	191 967	105	864 820	131	5 066
Évaluation	2	534 699	28		54	534 699	80		106	534 699	132	
Autres	3	12 677 286	29	563 062	55	13 240 348	81	366 581	107	12 873 767	133	235 344
	4	14 243 430	30	588 404	56	14 831 834	82	558 548	108	14 273 286	134	240 410
Sécurité publique												
Police	5	18 270 408	31	533 809	57	18 804 217	83	352 352	109	18 451 865	135	566 047
Sécurité incendie	6	6 627 789	32	383 300	58	7 011 089	84	32 562	110	6 978 527	136	208 384
Sécurité civile	7	8 848	33		59	8 848	85		111	8 848	137	
Autres	8	667 015	34	918	60	667 933	86		112	667 933	138	
	9	25 574 060	35	918 027	61	26 492 087	87	384 914	113	26 107 173	139	774 431
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	6 412 971	36	9 275 651	62	15 688 622	88	106 173	114	15 582 449	140	3 838 550
Enlèvement de la neige	11	11 554 664	37	463 379	63	12 018 043	89	12 370	115	12 005 673	141	206 896
Autres	12	2 374 492	38	851 332	64	3 225 824	90	1 362 853	116	1 862 971	142	418 570
Transport collectif	13	4 109 317	39	168 738	65	4 278 055	91	148 782	117	4 129 273	143	260 557
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	24 451 444	41	10 759 100	67	35 210 544	93	1 630 178	119	33 580 366	145	4 724 573
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 853 153	42	945 070	68	3 798 223	94	560 822	120	3 237 401	146	815 796
Réseau de distribution de l'eau potable	17	2 484 123	43	2 471 063	69	4 955 186	95	15 996	121	4 939 190	147	1 351 146
Traitement des eaux usées	18	2 067 139	44	1 706 880	70	3 774 019	96	24 895	122	3 749 124	148	1 271 103
Réseaux d'égout	19	2 496 061	45	1 753 247	71	4 249 308	97	5 130	123	4 244 178	149	727 754
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	3 698 330	46	1 091	72	3 699 421	98		124	3 699 421	150	3 912
Matières recyclables	21	2 147 261	47	266 269	73	2 413 530	99	17 407	125	2 396 123	151	57 292
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	2 800	50		76	2 800	102		128	2 800	154	
Autres	25	233 519	51		77	233 519	103		129	233 519	155	1 906
	26	15 982 386	52	7 143 620	78	23 126 006	104	624 250	130	22 501 756	156	4 228 909

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Charges avant amortissement		Amortissement des immo-bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+		=		-		=			
Santé et bien-être												
Logement social	157	349 235	172		187	349 235	202		217	349 235	232	6 350
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	60 567	174		189	60 567	204		219	60 567	234	
	160	409 802	175		190	409 802	205		220	409 802	235	6 350
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 636 603	176	148 089	191	2 784 692	206		221	2 784 692	236	112 081
Rénovation urbaine	162	310 051	177	21	192	310 072	207	7 725	222	302 347	237	44 374
Promotion et développement économique	163	403 781	178	7 988	193	411 769	208	417 999	223	(6 230)	238	177 715
Autres	164	34 824	179		194	34 824	209		224	34 824	239	
	165	3 385 259	180	156 098	195	3 541 357	210	425 724	225	3 115 633	240	334 170
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	8 366 556	181	1 842 496	196	10 209 052	211	971 964	226	9 237 088	241	952 996
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	2 517 881	182	143 093	197	2 660 974	212	21 801	227	2 639 173	242	64 495
Autres	168	2 708 924	183	232 838	198	2 941 762	213	740 494	228	2 201 268	243	101 523
	169	13 593 361	184	2 218 427	199	15 811 788	214	1 734 259	229	14 077 529	244	1 119 014
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	97 639 742	186	21 783 676	201	119 423 418	216	5 357 873	231	114 065 545	246	11 427 857

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	36 670 955	29 376 779
Frais de financement	4	392 948	391 804
Autres	5		
	6	37 063 903	29 768 583

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 829 980	6 598 193
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(1)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 829 979	6 598 193
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 048 519	6 774 770
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(25 000)	(2 463)
Activités d'investissement	6	(15 000)	(28 357)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(6 150 000)	(6 512 163)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(3 141 481)	231 787
Solde à la fin de l'exercice	12	3 688 498	6 829 980
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	19 719 668	18 147 377
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	19 719 668	18 147 377
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(4 176 868)	(4 144 872)
Activités d'investissement	17	(1 734 220)	(795 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	6 150 000	6 512 163
Financement des investissements en cours	19	50 112	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	289 024	1 572 291
Solde à la fin de l'exercice	22	20 008 692	19 719 668
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	3 383 531	4 803 287
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 383 531	4 803 287
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	967 489	1 760 510
Activités d'investissement	27	(1 176 085)	(3 359 779)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	2 791 770	179 513
	30	2 583 174	(1 419 756)
Solde à la fin de l'exercice	31	5 966 705	3 383 531

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(2 736 577)	(2 976 444)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(2 736 577)	(2 976 444)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	( )	( )
Autres	40	( )	( )
	41	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	( )	( )
	43	( )	( )
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	251 038	239 867
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	251 038	239 867
Solde à la fin de l'exercice	47	(2 485 539)	(2 736 577)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(15 458 264)	(24 933 270)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(15 458 264)	(24 933 270)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	1 754 074	9 654 519
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53	(50 112)	
Réserves financières et fonds réservés	54	(2 791 770)	(179 513)
	55	(1 087 808)	9 475 006
Solde à la fin de l'exercice	56	(16 546 072)	(15 458 264)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	223 865 672	222 099 300
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		1
Solde redressé au début de l'exercice	59	223 865 672	222 099 301
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	11 930 161	1 766 371
Solde à la fin de l'exercice	63	235 795 833	223 865 672

FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	RÈGLEMENT N°		MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1ER JANVIER		1	3 000 000
Augmentation			
À même l'excédent de fonctionnement	0604-002	2	500 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale		3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt		4	
		5	3 500 000
Diminution		6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		7	3 500 000

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Solde au 1er janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement		Activités d'investissement					
Montant non réservé	1	409 977	2		3		4	1 286 492	5	6	182	7	1 696 287
Montant réservé pour le service de la dette	8	456 253	9		10		11	1 500 000	12	125 759 13	(182)	14	1 830 676
	15	866 230	16		17		18	2 786 492	19	125 759 20	0	21	3 526 963

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Taxes sur la valeur foncière		**Du 100 $ d'évaluation**
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	, $
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0,6100 $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0,6800 $
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	2,6000 $
Catégorie des immeubles industriels	5	2,6600 $
Catégorie des terrains vagues desservis	6	1,2200 $
Catégorie des immeubles agricoles	7	0,6100 $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	0,2600 $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, $
Catégorie des immeubles industriels	12	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, $
Catégorie des immeubles agricoles	14	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, $
Catégorie des immeubles industriels	19	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, $
Catégorie des immeubles agricoles	21	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, $
Catégorie des immeubles industriels	26	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, $
Catégorie des immeubles agricoles	28	, $

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe) — **Par unité de logement**

Eau	1	160,00 $
Égout	2	, $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	108,00 $
Matières résiduelles	5	142,00 $

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	, %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Répartitions locales; taux minimum		7	0,00001 du pied carré
Répartitions locales; taux maximum		7	718,46551 à l'unité
Eau au compteur - commerce		7	0,25$/mc exc. 1000 m.c.
Compensation - eau / chambre desservie	58,0000	4	
Comp.-trait.eaux usées/chambre desservie	32,0000	4	
Comp.-déchets dom./chambre desservie	53,0000	4	
Comp.-dette aqueduc - Bellefeuille	14,0000	4	
Crédit eau - imm.non rés.& industriel	(,1000)	1	
Crédit - ass. eaux - imm. non rés.& ind.	(,0300)	1	
Taxes de secteur			
- Taxes spéciales dette - dess. aqueduc	,0800	1	
- Taxes spéciales dette - dess. égout	,0300	1	
- Taxes spéciales dette - Bellefeuille	,0300	1	
- Taxes spéciales dette - Lafontaine	,0500	1	
- Taxes spéciales dette - Saint-Antoine	,0700	1	
- Taxes spéciales dette - Saint-Jérôme	,1200	1	
Autres-surtaxes TVND zone d'urbanisation	,3000	1	

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5		6	X		
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7	X	8			
Si oui, indiquer les montants suivants :						
a) le montant total versé en 2013	9	549 480 $				
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	258 094 $				
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11		12	X		
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :						
a) crédits de taxes	13	$				
b) autres formes d'aide	14	$				
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15	X	16			
Si oui, indiquer le montant.	17	30 283 $				
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18		19	X		
Si oui, indiquer le montant.	20	$				
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21				22	X

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 10, rue Saint-Joseph, bureau 301
(no) (rue)
Saint-Jérôme J7Z 7G7
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (450) 436-1511
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (450) 436-6626
(ind. rég.) (numéro)
Courriel info@vsj.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mme Johanne Coursol

Téléphone (450) 436-1512 3090
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (450) 432-0525
(ind. rég.) (numéro)
Courriel jcoursol@vsj.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 3-4-255, de Martigny Ouest
(no) (rue)
Saint-Jérôme J7Y 2G4
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (450) 432-8625
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (450) 432-8868
(ind. rég.) (numéro)
Courriel dtoupin@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Mme Dominique Toupin, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)
Courriel

RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Johanne Coursol, atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Jérôme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-20 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Jérôme consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Jérôme détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 10 702 979 $

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,3648 $

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-13 11:18:46

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Saint-Jérôme

Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Québec

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	126 030 438	123 628 200	128 163 880	8 496 447	133 224 491
Investissement	2	8 442 984	927 500	13 511 502	147 078	13 642 467
	3	134 473 422	124 555 700	141 675 382	8 643 525	146 866 958
Charges	4	122 607 855	126 833 300	130 851 275	8 764 653	136 163 979
Excédent (déficit) de l'exercice	5	11 865 567	(2 277 600)	10 824 107	(121 128)	10 702 979
Moins : revenus d'investissement	6	(8 442 984)	(927 500)	(13 511 502)	(147 078)	(13 642 467)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 422 583	(3 205 100)	(2 687 395)	(268 206)	(2 939 488)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	20 901 611	19 743 100	21 783 676	225 136	22 008 812
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	(84 874)				
Remboursement de la dette à long terme	10	(17 800 801)	(17 996 100)	(18 088 971)	(81 297)	(18 170 268)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(2 486 303)	(773 500)	(1 717 195)	(3 952)	(1 737 260)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 146 958	2 231 600	2 983 341	417 438	3 400 779
Autres éléments de conciliation	13	675 596		775 063	531	775 594
	14	3 352 187	3 205 100	5 735 914	557 856	6 277 657
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 774 770		3 048 519	289 650	3 338 169

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2012	2013		2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	49 394 540	51 776 861	53 108 403	52 656 186
Autres	2	22 109 755	15 518 529	18 033 346	22 941 669
	3	71 504 295	67 295 390	71 141 749	75 597 855
Passifs					
Dette à long terme	4	257 795 528	256 935 875	258 176 196	259 120 693
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	3 382 608	3 709 121	3 709 121	3 382 608
Autres	6	29 179 674	30 315 968	31 598 571	30 056 429
	7	290 357 810	290 960 964	293 483 888	292 559 730
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(218 853 515)	(223 665 574)	(222 342 139)	(216 961 875)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	447 395 845	462 134 986	467 293 601	452 119 164
Autres	10	7 061 680	7 958 705	7 988 001	7 079 195
	11	454 457 525	470 093 691	475 281 602	459 198 359
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	6 829 980	3 688 498	4 684 609	7 913 696
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	23 103 199	25 975 397	28 094 806	25 321 655
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14	(2 736 577)	(2 485 539)	(2 485 539)	(2 736 577)
Financement des investissements en cours	15	(15 458 264)	(16 546 072)	(17 118 158)	(15 579 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	223 865 672	235 795 833	239 763 745	227 316 992
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	235 604 010	246 428 117	252 939 463	242 236 484

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Anciens secteurs & excellence	19	85 100	119 668
- Place des festivités	20	2 000 000	
- Aréna	21	1 000 000	
- Régimes de retraite	22	3 740 500	5 000 000
- Assurance générale	23	1 068 779	1 000 000
- Ester en justice	24	2 000 000	2 000 000
- Déneigement hiver exceptionnel	25	498 300	1 250 000
- Activités de fonctionnement	26	5 336 800	4 300 000
- Projets(plan, station. infras)	27	4 279 213	6 050 000
	28	20 008 692	19 719 668
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29		
	30	20 008 692	19 719 668
Réserves financières	31	2 663 966	2 982 885
Fonds réservés	32	5 422 148	2 619 102
	33	28 094 806	25 321 655

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	93 827 670	95 940 900	97 307 982	97 307 982
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 635 864	6 945 600	6 699 396	6 699 396
Quotes-parts	3				
Transferts	4	7 964 756	6 784 100	7 451 138	9 952 723
Services rendus	5	5 047 761	5 057 300	5 357 873	7 862 545
Autres	6	12 554 387	8 900 300	11 347 491	11 401 845
	7	126 030 438	123 628 200	128 163 880	133 224 491
Investissement					
Taxes	8	180 203		822 183	822 183
Quotes-parts	9				
Transferts	10	57 437	927 500	5 728 048	5 834 505
Autres	11	8 205 344		6 961 271	6 985 779
	12	8 442 984	927 500	13 511 502	13 642 467
	13	134 473 422	124 555 700	141 675 382	146 866 958

Extrait du rapport financier, page S7

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations 2013	Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	623 100	534 699		534 699	534 699	758 735
Autres	2	14 536 000	13 708 731	588 404	14 297 135	14 297 135	12 567 177
Sécurité publique							
Police	3	18 002 800	18 270 408	533 809	18 804 217	18 804 217	17 583 141
Sécurité incendie	4	7 076 100	6 627 789	383 300	7 011 089	7 011 089	6 557 428
Autres	5	678 000	675 863	918	676 781	676 781	664 952
Transport							
Réseau routier	6	17 647 300	20 342 127	10 590 362	30 932 489	30 932 489	27 771 752
Transport collectif	7	4 270 500	4 109 317	168 738	4 278 055	9 329 264	7 828 370
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	8 165 900	9 900 476	6 876 260	16 776 736	16 776 736	14 067 202
Matières résiduelles	10	5 658 100	5 845 591	267 360	6 112 951	6 112 951	5 647 554
Autres	11	253 700	236 319		236 319	236 319	231 162
Santé et bien-être	12	228 400	409 802		409 802	409 802	304 526
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	2 842 800	2 636 603	148 089	2 784 692	2 784 692	2 616 895
Promotion et développement économique	14	408 100	403 781	7 988	411 769	411 769	379 150
Autres	15	701 200	344 875	21	344 896	344 896	359 108
Loisirs et culture	16	14 111 400	13 593 361	2 218 427	15 811 788	16 039 465	15 494 744
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	11 886 800	11 427 857		11 427 857	11 461 675	12 211 643
Amortissement des immobilisations	19	19 743 100	21 783 676	(21 783 676)			
	20	126 833 300	130 851 275		130 851 275	136 163 979	125 043 539

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3